

# La justice et la force

**Thierry DE MONTBRIAL**

En prenant un peu de distance vis-à-vis de l'activité des dernières semaines, une phrase célèbre de Goethe (dans sa relation du siège de Mayence, en 1793) m'est revenue en mémoire : « Je suis ainsi fait, j'aime mieux commettre une injustice que de souffrir un désordre. » Autrement dit : le désordre engendre davantage d'injustices que celles qu'il fait éventuellement disparaître. Or, s'il y a un mot qui caractérise le monde en cette fin d'été 2020, c'est bien le désordre. La pandémie du coronavirus continue de ravager la planète, tant par une angoisse sourde démultipliée par les déclarations contradictoires assénées quotidiennement, que par l'effondrement économique objectif provoqué par les politiques mises en œuvre pour la combattre. Les États démocratiques peinent à trouver un juste milieu entre des mesures parfois hypocrites de lutte contre le virus et la recherche d'une relance économique, dans le brouillard d'une incertitude partiellement entretenue par les contradictions de toutes sortes.

Le cas des États-Unis retient surtout l'attention, car le désordre pandémique se superpose à celui, plus profond, d'une fracture sociale (pas seulement raciale) préexistante à l'avènement de Donald Trump, mais que celui-ci a amplifié comme par plaisir. La magie du 45<sup>e</sup> président des États-Unis continue cependant d'opérer. Il parvient à se faire passer auprès d'une moitié de ses concitoyens comme le sauveur d'une Amérique dévitalisée par les démocrates. Son adversaire Joe Biden est manifestement déstabilisé par la situation dans son ensemble. Trump n'a rien à envier à ses homologues autocrates – qu'il admire tant – pour la maîtrise de l'art des *fake news*. Et ça marche ! Le fond du problème est que la première puissance mondiale n'a jamais paru aussi divisée depuis la guerre de Sécession. Aussi est-elle plus violente que jamais, et l'on ne voit pas que le spectaculaire désordre américain s'accompagne d'une diminution de l'injustice. Quel que soit le résultat de l'élection du 3 novembre prochain, la réunification américaine n'est pas pour demain. Et une Amérique divisée ne redeviendra pas un leader mondial. C'est dire que le désordre du système international n'est pas près de se résorber. Qui pourrait croire que la cause de la justice en profitera ?

**Thierry de Montbrial**  
*est le fondateur et  
président de l'Ifri.*

Les opinions exprimées  
dans ce texte n'engagent  
que la responsabilité de  
l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0218-2

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri, 2020.

**Comment citer cette  
publication :**

Thierry de Montbrial,  
« La justice et la  
force »,  
*Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri,  
1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Ifri**

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél. : (0)1 40 61 60 00  
E-mail: [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :**

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

L'injustice, cela commence avec la sélectivité du regard. Les êtres humains sont ainsi faits qu'ils se sentent davantage concernés par leurs « prochains » que par les « lointains ». Dans l'actualité de cet été, l'explosion de Beyrouth a pendant quelques jours retenu l'attention de tous ceux qui, dans le monde, portent encore un intérêt au Liban. Particulièrement en France, pour des raisons historiques et affectives qui remontent au XVI<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, le pays du Cèdre vit dans une guerre civile plus ou moins larvée depuis près d'un demi-siècle, avec pour seul terrain d'entente entre les communautés le pillage du bien commun, aux dépens de toute notion de libanité. Comme d'ailleurs dans d'autres pays (je pense particulièrement à l'Algérie), la révolte grondait dans la jeunesse bien avant le drame de 4 août, mais en vain. Et il n'est pas certain que les conditions posées à juste titre par les donateurs éventuels pour sortir le pays de l'abîme soient suivies d'effets. À cela s'ajoute que le conflit israélo-palestinien se situe désormais à la périphérie de la politique du Moyen-Orient dans son ensemble, comme l'illustre le spectaculaire rapprochement entre les Émirats arabes unis et l'État hébreu, un autre fait marquant de ces dernières semaines. Dans le nouveau cadre qui s'esquisse, centré sur les grands intérêts de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et, à l'extérieur de la région, des États-Unis, de la Russie ou – de plus en plus – de la Chine, le Liban ne compte plus. Dans l'absolu, cela est profondément injuste. La vie est cruelle pour ceux qui ne se prennent pas suffisamment en charge, et se complaisent dans un désordre au mieux dissimulé par un décor en trompe-l'œil. Là aussi, « l'histoire-en-train-de-se-faire » nous rappelle que la justice ne saurait sortir spontanément du désordre.

Que dire de la Biélorussie ? Si le désordre ne peut qu'engendrer l'injustice, faut-il en déduire qu'« on » doit laisser le champ libre à Alexandre Loukachenko, l'un de ces potentats qui ont capté une partie de l'héritage soviétique, pour établir une sorte de monarchie conservatrice d'un genre de plus en plus décalé par rapport à la marche de l'histoire ? La réponse est évidemment négative. Car le fait que le désordre engendre les injustices, ne justifie pas que n'importe quel ordre doive être préservé. Le problème de Loukachenko est celui de tous les régimes qui, avec le temps, n'ont plus pour objectif que de se perpétuer. Une illustration du *conatus* de Spinoza. Mais alors, si « on » ne doit pas laisser le champ libre au roitelet de Minsk, que doit-« on » faire ? La réponse à ce genre de question ne peut être que

politique. Et d'abord, de quel « on » s'agit-il ? Dans les relations internationales contemporaines, les rapports de force n'ont pas perdu leur primauté. Tout juste sont-ils tempérés par le droit international tel qu'il s'exprime dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU). Qu'on le veuille ou non, « on », c'est d'abord les États qui s'intéressent de près à la Biélorussie (autrement que sous une forme convenue, comme souvent en politique), en tête desquels figure la Russie. Ainsi peut-on s'attendre à ce que le Kremlin soutienne toute formule qui permette un renforcement de la relation entre la Biélorussie et le grand frère russe. Dans le contexte international actuel, je ne vois objectivement aucun acteur majeur désireux d'investir dans un printemps de Minsk.

La question de la dialectique entre justice et ordre, ou injustice et désordre, est éternelle. On peut s'appuyer sur l'actualité d'un moment, quel qu'il soit, pour dissenter à son propos. Sans doute les « pauses estivales » se prêtent-elles bien à pareille distanciation. J'ai commencé en citant Goethe mais, plus près de nous, je pense souvent à Albert Camus dont on a beaucoup parlé au début de cette année à l'occasion du soixantième anniversaire de sa mort accidentelle. À l'opposé de Jean-Paul Sartre, l'auteur de *La Peste* posait clairement la distinction entre *révolte* et *révolution*. La révolte est d'abord une attitude émotionnelle face à l'injustice, dans l'acception la plus large du terme. Du point de vue de l'action, elle est sage quand elle s'exprime dans des formes d'engagement personnel ou collectif qui ne sont pas fondées sur la haine et la violence aveugle – comme il advient dans toute révolution – mais sur une éthique, nécessairement gagnante à long terme pourvu qu'elle ne soit pas corrompue. De tels engagements sont en effet gagnants dans la mesure où, en persévérant, ils rencontrent toujours leur *kairos*, leur moment propice pour le succès. Je me représente Camus comme un promoteur d'une philosophie de l'Histoire qu'on pourrait qualifier d'équilibre dynamique, comme une spirale s'enroulant autour d'un axe de nature essentiellement éthique. Je ne pense pas aller trop loin dans l'interprétation du grand écrivain, pour qui le monde était peut-être absurde, mais pas au point d'encourager des politiques absurdes.

Ce type de réflexions est fondamental aujourd'hui, en un temps où, comme le dit Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, l'esprit de coopération au niveau international est au plus bas. La violence se manifeste entre les nations mais aussi à l'intérieur des nations,

comme on le voit dans des pays aussi attachés à l'idéal démocratique que la France ou les États-Unis. Face au désordre, les démocraties sont souvent handicapées par rapport aux régimes autoritaires. À force d'inefficacité, il peut leur arriver de perdre leur légitimité. Les États autoritaires ont d'immenses vulnérabilités, mais dans certaines circonstances comme présentement, le temps peut jouer en leur faveur.

Aujourd'hui encore, je conclurai par une note positive sur l'Union européenne, qui est en train de démontrer une fois de plus sa capacité à progresser – certes dans la douleur – à l'occasion de chaque crise majeure. Elle est, à une échelle régionale déjà fort importante, le seul laboratoire vivant d'une gouvernance internationale digne de ce nom qui nous permette d'espérer que démocratie et efficacité fassent bon ménage dans la longue durée. Efficacité économique et sociale, mais aussi efficacité sécuritaire, tant du point de vue intérieur que du point de vue extérieur.

La démocratie sans autorité fait le lit de l'autoritarisme. Et comment ne pas finir en rappelant la célèbre pensée de Pascal : « La justice sans la force est impuissante. La force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite parce qu'il y a toujours des méchants. La force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire que ce qui est juste soit fort ou que ce qui est fort soit juste. » Sur ce plan, la gouvernance mondiale a encore beaucoup à faire. Et l'Union européenne aussi.